



## PREFECTURE DE L'AIN

Direction départementale des territoires  
service protection et gestion de l'environnement  
unité pilotage et gestion

**RECEPISSE DE DECLARATION N° 01-2018-00108  
relatif à la gestion des eaux pluviales pour la construction  
d'un parking au lieu-dit « Aux Douvres »  
sur la commune de Certines**

**Le Préfet de l'Ain,**

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L.211-1 et L.214-1 et suivants, R.211-1 et suivants, R.214-1 et suivants ;

VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Rhône Méditerranée approuvé le 3 décembre 2015 par le Préfet coordonnateur de bassin ;

VU le Plan de Gestion des Risques Inondation du bassin Rhône Méditerranée approuvé le 7 décembre 2015 par le Préfet coordonnateur de bassin ;

VU l'arrêté préfectoral du 31 mai 2013 relatif à l'organisation administrative de la police de l'eau dans le département de l'Ain ;

VU la déclaration au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement reçue le 26 juin 2018, présentée par TEA Site de Certines, 69960 Corbas, relative à la gestion des eaux pluviales pour la construction d'un parking au lieu-dit « Aux Douvres » sur la commune de Certines ;

VU l'arrêté du 27 novembre 2017 du Préfet de l'Ain portant délégation de signature au directeur départemental des territoires ;

VU la décision du directeur départemental des territoires du 27 février 2018 portant subdélégation de signature en matière de compétences générales ;

SUR proposition du directeur départemental des territoires de l'Ain ;

CONSIDERANT qu'au terme des instructions administrative et technique, le dossier transmis en appui à la déclaration peut être considéré comme complet et régulier ;

### **Il est donné récépissé à :**

**TEA SITE DE CERTINES, de sa déclaration relative à la gestion des eaux pluviales pour la construction d'un parking au lieu-dit « Aux Douvres » sur la commune de Certines.**

**Références cadastrales : section ZH, parcelles n° 6p, 7p, 8p, 9p, 10p, 155p, 156p, 159p et 160p.**

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement. La rubrique concernée listée dans le tableau annexé à l'article R.214-1 du code de l'environnement est la suivante :

<b>Rubrique</b>	<b>Intitulé</b>	<b>Régime</b>	<b>Arrêtés de prescriptions générales correspondant</b>
<b>2.1.5.0</b>	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° Supérieure ou égale à 20 ha (A) 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D)	<b>Déclaration</b>	<b>Néant</b>

**Le présent récépissé vaut autorisation de réaliser les travaux sans délai.**

La copie de ce récépissé est adressée à la mairie de **CERTINES** où cette opération doit être réalisée, pour affichage pendant une durée minimale d'un mois. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera adressé à la DDT par le maire.

Ce document sera mis à disposition du public sur le site internet des services de l'Etat durant une période d'au moins six mois.

Cette décision sera susceptible de recours devant le TA de Lyon, dans les conditions fixées par l'article R.514-3-1 du code de l'environnement :

- par le demandeur, dans les 2 mois à compter de l'échéance de la période d'opposabilité à la déclaration (soit la date de fin du délai d'instruction, soit la date de la lettre lui signifiant qu'il peut commencer les travaux) ;
- par les tiers, dans les 4 mois à compter du 1<sup>er</sup> jour de la publication ou de l'affichage du récépissé.

Les recours gracieux et hiérarchiques qui peuvent être déposés dans les 2 mois à compter de la notification ou de la publication de la décision prolongent les délais de recours contentieux de 2 mois.

Le service de police de l'eau devra être averti de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages et, le cas échéant, de la date de mise en service.

En application de l'article R.214-40.3 du code de l'environnement, la mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux, et l'exercice de l'activité objets de votre déclaration, doivent intervenir dans un délai de 3 ans à compter de la date du présent récépissé, à défaut de quoi votre déclaration sera caduque.

En cas de demande de prorogation de délai, dûment justifiée, celle-ci sera adressée au préfet au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé.

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé ainsi que celles contenues dans les prescriptions générales annexées au présent récépissé, pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R.216-12 du code de l'environnement.

En application de l'article R.214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, avant réalisation, à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Les agents mentionnés à l'article L.216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration à tout moment, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

A Bourg en Bresse, le 3 juillet 2018

Le chef de service,

Signé : Jean ROYER